

DOSSIER

d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ



Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

act:onaid
pour des peuples solidaires




OXFAM
France


**Secours
Catholique**
Caritas France



Nous appelons les candidat·e·s
aux élections législatives de 2017 à
démontrer leur volonté politique de
répondre aux enjeux écologiques,
sociaux, et économiques auxquels
l'Humanité est confrontée, dans
une perspective de solidarité
internationale, et ainsi à s'engager
solennellement à :

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Il faut que la mondialisation rime avec avenir et que chaque Société s'engage à payer des taxes dans le pays d'implantation</p> <p>L'harmonisation fiscale est indispensable en Europe pour éviter la concurrence déloyale intra-Europe.</p>	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
<p>Commentaires : Je suis pour et contre</p> <p>Le credit d'impôt est un concept permettant à de nombreux Propriétaire de faire des travaux et ainsi relancer l'activité des artisans.</p> <p>Il faut s'engager à un impôt unique pour tous qui ne soit pas déductible à hauteur de capacité de tous</p> <p>Un impôt est un engagement pour son pays et pour le Bien du développement local</p>	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Il faut travailler à un diagnostic complet pour arriver à publier cet engagement.	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : La création d'une taxe sur les transactions financières est le meilleur moyen pour réguler l'économie	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Nous devons faire tout pour éradiquer la pauvreté et les inégalités</p> <p>Il faut agir dans les structures existantes et faire des audits pour plus d'efficacité</p>	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : C est un des axes majeurs de 100%</p> <p>Il faut travailler ensemble et avec les acteurs concernés pour la réussite de ce projet</p>	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : Il me faut plus d'élément pour répondre à cette question

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : Si le rapport et les experts peuvent aller dans ce sens, je m'y engagerai

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous ne devons faire aucun compromis sur cette question

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous devons aider tous être humain dans situations de crise Dans des condition humaine et faire encore plus en veillant à l'avenir de ses personnes
Il faut pédagogiquement sensibiliser les Citoyens pour Eviter le rejet.
Et condamner les politiques se servant de ce thème pour faire du populisme

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Il faut adapter la situation en fonction des cas, Mais garantir les relations entre pays

La nomination d'expert dans ce sujet me parait primordial

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Il faut rencontrer les dites entreprises et avoir des engagements	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Travaillons à l'harmonisation européenne pour être un acteur de force pour Une proposition internationale	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Engagé avec la France à des elles, c'est une proposition qui doit être validée d'urgence.	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : Suzanne	Date : 6 juin 2017
Prénom : Cédric	Signature :
Département : Hérault	
Étiquette politique : 100 %	



MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER D'ENGAGEMENTS
AVANT LE 5 JUIN 2017

CONTACT LOCAL

Nom et prénom (réfèrent plaidoyer local) :

Montange Claude

Adresse postale :

Villa Maguelone - 31, avenue St Lazare

34000 MONTPELLIER

Adresse mail :

claude.montange@orange.fr

Téléphone :

06 71 85 06 89



Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ

<http://solidarite2017.org/>

Campagne **PRENONS le PARTI de la SOLIDARITÉ**
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France
et Secours Catholique-Caritas France.

act:onaid
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org
 **Peuples-Solidaires-en-
association-avec-ActionAid**
 **PSo_ActionAid**



oxfamfrance.org
 **OxfamFrance**
 **oxfamfrance**



ccfd-teresolidaire.org
 **ccfdteresolidaire**
 **ccfd_tsolidaire**



secours-catholique.org
 **Secours.Catholique.Caritas.france**
 **caritasFrance**